



# STATUTS DE L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL (I.N.F.T.S)

## **TITRE I. : DES DISPOSITIONS GENERALES**

### **CHAPITRE I. – DE L'OBJET**

**Article 1 :** Les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Institut National de Formation en Travail Social abrégé INFTS, sont régis par les présents statuts particuliers et les dispositions légales et réglementaires au Burkina Faso notamment la loi n° 010-2013/AN du 30 avril 2013 portant règles de création des catégories d'Etablissements publics et le décret n°2014-613/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des Etablissements Publics de l'Etat à caractère Administratif (EPA).

**Article 2 :** L'Institut National de Formation en Travail Social en abrégé INFTS est un Etablissement Public de l'Etat à caractère Administratif (EPA) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Le siège de l'Institut National de Formation en Travail Social est situé à Ouagadougou.

**Article 3 :** L'Institut National de Formation en Travail Social a pour vocation la formation initiale, continue, le perfectionnement et le recyclage des personnels du public et du privé dans le domaine du travail social ainsi que la recherche appliquée en travail social.

A ce titre, il est chargé de former le personnel de base et les cadres supérieurs en travail social.

**Article 4 :** Les domaines de formation de l'Institut National de Formation en Travail Social se subdivisent comme suit :

- le domaine de l'assistance sociale ;
- le domaine de l'éducation spécialisée ;
- le domaine de l'éducation de jeunes enfants.

D'autres domaines de formation pourraient être ouverts en cas de besoin.

**Article 5 :** Les diplômes délivrés par l'Institut National de Formation en Travail Social ne donnent pas systématiquement droit à l'accès automatique à la Fonction Publique, exception faite des candidats issus des concours directs de la Fonction Publique.

### **CHAPITRE II. – DE LA TUTELLE**





**Article 20 :** Le président du conseil d'administration est nommé par décret pris en Conseil des ministres parmi les membres dudit Conseil. Il est nommé pour un mandat de trois (03) ans renouvelable une (01) fois.

**Article 21 :** Participe aux sessions du Conseil d'administration de l'INFTS en qualité de membre observateur, un représentant de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique. Il a voix consultative.

**Article 22 :** Le Directeur général, le directeur de l'administration et des finances, l'Agent comptable, le Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers ainsi que la Personne responsable des marchés sont membres observateurs et participent avec voix consultative aux sessions du conseil d'administration de l'Institut National de formation en Travail Social.

Toutefois, à l'appréciation du Président du Conseil d'administration, les membres administrateurs peuvent délibérer, sur des points spécifiques de l'ordre du jour, à huis clos, sans la présence des membres observateurs.

## **SECTION II : DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Article 23 :** Le conseil d'Administration exerce une autorité et un contrôle sur l'ensemble des structures de l'INFTS pour s'assurer de l'exécution de sa mission de service public.

Il est obligatoirement saisi de toutes les questions pouvant influencer la marche générale de l'INFTS.

Il délibère sur les principales questions touchant le fonctionnement et la gestion de l'INFTS. A ce titre il :

- statue sur les questions qui lui sont soumises et assume la responsabilité des décisions prises collégialement ;
- examine et approuve le budget, les conditions d'émission des emprunts, les comptes administratifs et de gestion ;
- autorise le Directeur Général à contracter tous emprunts ;
- fait toutes délégations et autorise tous transferts de créances ;
- consent toutes subrogations avec ou sans garantie ;
- autorise l'acquisition de tous immeubles et droits immobiliers ;
- consent tous gages, nantissements, hypothèques ou autres garanties ;
- autorise le transfert ou l'aliénation de toutes rentes ou valeurs ;
- autorise à donner ou prendre à bail tous biens meubles et immeubles ;
- fixe les émoluments du Directeur général ;
- adopte le manuel des procédures ;
- fixe, s'il y a lieu, les tarifs généraux de cession des biens et services produits par l'établissement.

## **SECTION III: DES ATTRIBUTIONS DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Article 24:** Le Président du Conseil d'Administration veille à la régularité et à la moralité de la



**Article 30 :** Le Président du Conseil d'Administration est démis de ses fonctions et dessaisi de son mandat d'administrateur en cas de non tenue des sessions ordinaires de l'année à moins qu'il n'établisse la preuve de sa diligence.

#### **SECTION IV : DU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Article 31 :** Le conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an en session ordinaire pour délibérer sur les programmes et rapports d'activités, arrêter les comptes de l'exercice clos et approuver le budget de l'exercice à venir.

Il peut se réunir en session extraordinaire, soit sur convocation de son Président, soit à la demande du tiers (1/3) de ses membres chaque fois que l'intérêt de l'établissement l'exige.

Dans toutes ses réunions, le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si plus de la moitié de ses membres sont présents ou dûment représentés.

Les documents sont transmis aux participants et le lieu, la date, l'heure ainsi que l'ordre du jour des séances sont portés à la connaissance des membres du Conseil d'Administration au moins quinze (15) jours avant la tenue de la session dudit conseil.

Il est tenu une liste de présence émarginée par les Administrateurs présents ou leurs représentants dûment mandatés.

**Article 32 :** Les délibérations du Conseil d'Administration de l'INFTS sont prises à la majorité absolue des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

**Article 33 :** Les délibérations du conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial et signés par le Président et le Secrétaire de séance. Le Directeur général de l'INFTS assure le secrétariat du Conseil d'administration.

**Article 34 :** Le conseil d'Administration de l'INFTS peut déléguer ses pouvoirs sauf dans les matières suivantes :

- examen et adoption des programmes et rapports d'activités ;
- examen et approbation du projet de budget, des conditions d'émission des emprunts et des comptes administratifs et de gestion ;
- acquisitions, transferts et aliénations intéressant le patrimoine immobilier de l'institut ;
- emprunts.

**Article 35 :** Les membres du Conseil d'administration de l'INFTS bénéficient d'une indemnité de fonction dont le montant est fixé par Résolution de l'Assemblée générale des Etablissements publics de l'Etat.

**Article 36 :** Il est strictement interdit au conseil d'Administration de l'INFTS d'autoriser la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans le capital de sociétés créées ou en création.

**Article 37 :** Les administrateurs sont responsables devant le Conseil des Ministres. Ils peuvent être révoqués pour juste motif notamment pour :

- absences répétées et non justifiées aux réunions du Conseil d'Administration ;
- non tenue des sessions annuelles obligatoires ;
- adoption de documents faux, inexacts ou falsifiés ;

**Article 38** : La révocation des administrateurs est prononcée par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition d'un des Ministres de tutelle.

**Article 39** : Le conseil d'administration de l'INFTS peut proposer aux Ministres de tutelle la révocation du Directeur général si celui-ci est défaillant ou s'il a commis une faute grave de gestion.

## **CHAPITRE II. – DES CONSEILS D’ETABLISSEMENT**

**Article 40:** Les conseils d'établissement sont composés de :

- le conseil pédagogique ;
- le conseil de discipline.

## **SECTION I : DU CONSEIL PEDAGOGIQUE**

**Article 41:** Le Conseil Pédagogique statue sur les programmes et l'organisation des enseignements ou de toutes autres questions pédagogiques à lui soumises. Il se réunit sur convocation de son Président au moins deux fois par an et chaque fois que les circonstances l'exigent.

**Article 42:** Le conseil pédagogique est composé :

- Président : le Directeur Général;
- Rapporteur : le Directeur des Etudes et des Stages;
- Membres :
  - le Directeur de la Formation Continue et du Perfectionnement ;
  - les enseignants permanents ou chargés des travaux dirigés ;
  - les Directeurs des Ecoles.

Peut également assister au Conseil pédagogique, toute personne dont la présence est jugée utile par le conseil.

## ***SECTION II : DU CONSEIL DE DISCIPLINE***

**Article 43:** Le Conseil de discipline est composé :

- Président : le Directeur Général;
- Rapporteur : le Directeur des Etudes et des Stages;
- Membres :
  - le Directeur de la Formation Continue et du Perfectionnement ;
  - les Directeurs des Ecoles ;
  - le Directeur de l'Administration et des Finances ;
  - deux représentants des enseignants ;



**Article 44:** La comparution d'un élève devant le Conseil de discipline est décidée par le Directeur Général de l'Institut. Le conseil de discipline se réunit sur convocation de son président. Le conseil de discipline ne peut délibérer qu'en présence de la majorité des membres.

Le conseil de discipline procède au vote à bulletin secret et ses décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

**Article 45:** L'élève traduit devant le Conseil de discipline reçoit, huit (08) jours au moins avant la date fixée pour sa comparution, son dossier tel qu'il doit être examiné par le conseil et émarge toutes les pièces.

Le Conseil de discipline réuni, prend connaissance du dossier de l'élève et en présence de ce dernier, entend lecture du rapport sur les faits qui motivent sa comparution.

L'élève présente sa défense, et peut se faire assister par un autre élève du même cycle ou un enseignant de son choix non membre du conseil.

Le conseil entend les témoignages à charge ou à décharge qu'il juge utiles.

Après audition de l'élève, de son défenseur et des témoignages, le conseil délibère à huis clos.

**Article 46:** Le Conseil de discipline propose suivant la gravité des faits, l'une des sanctions suivantes :

- l'avertissement ;
- le blâme ;
- l'exclusion temporaire de l'Etablissement pour cinq (05) jours francs ou plus ;
- l'exclusion définitive.

L'avertissement, le blâme et l'exclusion temporaire sont prononcés par le Directeur Général de l'INFTS et l'exclusion définitive par le Ministre de tutelle technique.

## CHAPITRE III – DE LA DIRECTION GENERALE

**Article 47:** L'Institut National de Formation en Travail Social est dirigé par un Directeur Général recruté suivant la procédure d'appel à candidature.

A l'issue de la phase de recrutement, il est nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

Par dérogation, le Conseil des Ministres peut pourvoir directement au poste de Directeur Général.

Le Directeur général peut être suspendu ou révoqué de ses fonctions dans les mêmes formes sous réserve du respect de la procédure applicable en la matière.

**Article 48:** Le Directeur Général détient les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom du Conseil d'Administration de l'INETS. A ce titre:

- il est ordonnateur principal du budget de l'Institut ;
- il assume en dernier ressort, la responsabilité de la direction technique, administrative et financière de l'Institut, qu'il représente dans les actes de la vie civile, notamment à l'égard des tiers et des usagers ;
- il prépare les délibérations du Conseil d'Administration et en exécute les décisions. Il prend à cet effet toutes initiatives et, dans la limite de ses attributions, toutes décisions ;
- il signe les actes concernant l'institut. Toutefois, il peut donner à cet effet toutes délégations nécessaires sous sa propre responsabilité ;
- il fixe dans le cadre des tarifs de cession de biens et services produits par l'INFTS, les conditions particulières à consentir à chaque catégorie de clientèle notamment les remises et abattements éventuels ;
- il nomme et révoque le personnel contractuel qu'il gère conformément à la réglementation en vigueur ;
- il prend dans les cas d'urgence qui nécessitent un dépassement de ses attributions normales, toutes mesures conservatoires nécessaires, à charge pour lui d'en rendre compte au Président du Conseil d'Administration dans les plus brefs délais ;
- il développe une politique managériale, notamment dans les domaines de la gestion financière, de la gestion des ressources humaines, de l'organisation des conditions de travail, des investissements et des systèmes d'information et de communication ;
- il est chargé du suivi des projets et accords dans le cadre de la coopération internationale.

**Article 49:** En tant qu'ordonnateur, le Directeur général peut déléguer, sous sa responsabilité tout ou partie de ses pouvoirs. Toutefois, la délégation ne peut en aucun cas être confiée à l'Agent comptable.

**Article 50 :** Le Directeur Général est obligatoirement évalué chaque année par le Conseil d'administration de l'INFTS. Cette évaluation est déterminante pour sa carrière de fonctionnaire ou de contractuel.

**Article 51 :** Le Directeur général de l'INFTS est responsable de sa gestion devant le Conseil d'administration.

Il peut être révoqué de ses fonctions sur proposition du Conseil d'administration, lorsqu'il est constaté des manquements graves ou des fautes lourdes de gestion. Dans ce cas, des poursuites sont engagées à son encontre.

**Article 52 :** Encourt également une sanction pénale, le Directeur Général qui, de mauvaise foi, fait des biens ou du crédit de l'institut, un usage qu'il s'est octroyé, contrairement à l'intérêt de l'institut, à des fins personnelles, matérielles ou morales, ou pour favoriser une autre personne morale dans laquelle il est intéressé, directement ou indirectement.

**Article 53 :** Outre le secrétariat particulier, les structures suivantes composent la Direction Générale :

- la Direction des Etudes et des Stages (DES) ;
- la Direction de la Formation Continue et du Perfectionnement (DFCP) ;
- la Direction de l'Ecole des Cadres Supérieurs en Travail Social (DECSTS) ;
- la Direction de l'Ecole des cadres moyens en travail social (DECMTS) ;
- la Direction de l'Administration et des Finances(DAF) ;
- la Direction des Ressources Humaines (DRH),
- l'Agence Comptable (AC) ;
- la Personne Responsable des Marchés (PRM) ;



